



Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* » (Karl Marx)

Déterminés jusqu'au retrait !

Les manifestations du 6 avril ont une fois de plus été nombreuses, et ont rassemblé dans les rues des grandes villes, mais aussi des petites, des jeunes, des travailleurs, des retraités. De quoi faire trépigner le gouvernement, pour qui tous les moyens sont bons pour décourager ceux qui luttent : lacrymos, gardes à vue, menaces judiciaires contre des grévistes... Mais force est de constater pourtant qu'après onze journées de mobilisation, le mouvement est encore bien vivant.

Ils en sont malades !

La veille du 6 avril, l'intersyndicale s'était rendue à Matignon sur l'invitation de la Première ministre... Pour en ressortir après une heure de réunion. Visite chez une Elisabeth Borne qui avait annoncé par avance qu'il n'y aurait pas le moindre espace pour une négociation, sans doute attendue par les directions syndicales. Mais le gouvernement essaye maintenant de temporiser : il veut respecter la « convalescence » des travailleurs qui auraient à avaler la pilule de la réforme. Pour l'instant les manifestants sont en pleine forme, c'est le gouvernement qui est malade de nous voir toujours dans la rue !

Face à l'opposition qui continue de s'exprimer, le gouvernement a choisi la stratégie de la matraque. S'il espérait peut-être au début compter sur l'encadrement du mouvement par les directions syndicales pour contenir la colère, ou simplement sur la lassitude, il a changé son fusil d'épaule. D'autant qu'en plus des journées d'actions, les rassemblements spontanés de travailleurs en colère se sont multipliés après l'annonce du 49.3, avec des liens qui se tissent entre les secteurs en grève, qui se donnent mutuellement du courage pour continuer. D'où la peur du gouvernement des patrons, qui a durci la répression, les arrestations arbitraires, les réquisitions. Mais l'abus de pouvoir est parfois un peu trop visible : à Rouen, le tribunal administratif a décidé de suspendre les réquisitions de grévistes à la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher, et à Paris des interdictions de manifestations ont été annulées.

Une seule réponse : la mobilisation

Pendant que Borne fait face à la grande muraille des mobilisations, Macron préfère partir visiter la Chine. Voyage diplomatique dont on retient surtout une petite phrase du genre de celles qui attisent la flamme : « Quel est le taux de gréviste depuis quinze jours ? Il est à un

niveau historiquement très faible. (...) Qu'on n'aille pas m'expliquer que le pays est à l'arrêt... » Son mépris habituel pour les travailleurs masque mal le malaise du président face à trois mois de mobilisation sur les retraites, auxquels s'ajoutent les nombreuses grèves sur les salaires qui témoignent d'une ébullition dans divers secteurs du monde du travail. Ébullition dont le patronat et le gouvernement craignent plus que tout qu'elle se généralise. Car c'est bien cette propagation de la grève qui pourra faire mentir Macron. Il sait bien que la grève des éboueurs pourrait reprendre à Paris. Il sait bien que d'autres pourraient les suivre. Et il sait bien que la majorité de la population soutient toujours le mouvement.

Vendredi 14 avril, c'est au Conseil constitutionnel de donner son feu vert à cette loi. Il n'y a aucune illusion à avoir sur cette institution faite de vieux politiciens à la retraite. Pour mémoire, le dernier projet censuré par le Conseil était la proposition de taxer les très hauts revenus à 75 % sous le gouvernement Hollande. Le Conseil écarte les réformes quand on lui demande. C'est sous la pression que le mouvement réussit à mettre sur le gouvernement et le patronat que les « sages » du Conseil retoqueront peut-être deux ou trois éléments annexes, histoire de laisser entendre qu'on pourrait éviter le pire lors de l'application du projet de casse des retraites. Et Laurent Berger lui emboîte le pas, en annonçant sur BFM qu'il ne « remettra pas en cause la légitimité du Conseil constitutionnel »... Mais nos vies valent plus que la constitution de la République !

Le 13, il faudra être encore plus nombreux que jeudi dernier en grève et en manifestation... Et le 14 on continue ! Si Macron et Borne n'ont pas compris, et font valider par le Conseil leur réforme déjà passée à coups de 49.3, la colère pourra monter encore d'un cran. Elle ira jusqu'au retrait !

La lutte paie

Les NAO prennent fin chez nous. La dernière proposition de la direction, conditionnée à la signature des syndicats, consiste en 5% d'augmentation du point d'indice en deux fois, 3,5% au 1er janvier rétroactif et 1,5% au 1er juillet. Certains auront noté que les collègues de Keolis Bordeaux ont obtenu la même chose au terme d'une grève de 6 jours en décembre dernier. La grève ne servirait donc à rien ?

Précisément si ! Dans le contexte du mouvement contre la réforme des retraites, la direction avait à craindre que le feu s'intensifie sur la question des salaires. C'est ce qui s'est passé dans d'autres entreprises, dont des filiales du groupe Keolis (comme à Lille). Pour éviter que pareille chose ne se reproduise ici, la direction a préféré accorder tout de suite ce qui a permis d'arrêter des grèves ailleurs. Nous avons donc, d'une certaine manière, bénéficié de la grève de nos collègues d'autres réseaux.

C'est aussi la preuve que les patrons se coordonnent entre eux pour leurs intérêts, en particulier au sein des groupes. À nous de faire pareil pour défendre les nôtres.

Mécontents, à plus d'un titre

Depuis le 19 janvier dernier, c'est probablement plus d'un millier de traminois de toutes catégories qui se sont déclarés une fois grévistes contre la réforme des retraites. Mais avec des pics de mobilisation de 800 grévistes le 19 janvier et le 23 mars (après le recours au 49.3), la mobilisation a toujours été minoritaire, quand elle ne s'est pas réduite à quelques dizaines de salariés déterminés.

Un faible niveau de contestation que n'ont pas manqué de remarquer certains médias, à qui Keolis a pu répondre en arguant de sa bonne gestion du réseau.

Nous avons une nouvelle occasion de les faire tous mentir, lors de la douzième journée d'action contre la réforme des retraites ce 13 avril.

**MANIFESTATION – JEUDI 13 AVRIL
13H30 – PLACE LYAUTEY**

Pour l'indexation des salaires sur les prix

Nos collègues de Tisséo, la régie toulousaine de transport urbain, ont massivement fait grève ce mardi 11 avril. Pas de métro, le tram et le bus perturbés... La direction veut supprimer une « clause de sauvegarde » en place depuis 2008 qui prévoit une augmentation systématique des salaires et des primes du même pourcentage que l'inflation. 6% cette année, ce serait trop pour elle... mais acceptable pour les travailleurs ?

Il n'est pas difficile de prendre des engagements de ce type quand les prix augmentent peu. Les honorer le moment venu, c'est une autre paire de manches. Comme quoi, la soi-disant « générosité » des régies est bien relative et, public ou privé, il faut toujours se battre pour avoir son dû !

Tour de France

Lundi 3 avril, la grève commence à Keolis Narbonne. 90% des travailleurs suivent le mouvement. C'est à peine moins à Tarbes où la grève avait commencé la semaine précédente. Grève aussi dans le Loiret, cette fois dans le réseau d'autocars Rémi. À chaque fois, les grévistes revendiquent 10%. À Narbonne, la grève est levée dès mardi 4 avril, après avoir obtenu 5% et une prime de 150€. Mercredi 5 avril, c'est au tour de 34 des 36 conducteurs de Forbach, en Lorraine, de s'y mettre. Tout ça, sans parler des grèves qui passent sous le radar !

Le Rhône sort de son lit

Depuis le 15 mars, les travailleurs de la Compagnie nationale du Rhône, qui gère l'exploitation du fleuve (fret et production hydroélectrique), sont en grève contre la réforme des retraites. Les péniches sont à l'arrêt et les écluses gardent leurs portes closes. Cette semaine, la direction de la compagnie, sûrement inspirée par les techniques répressives du gouvernement, a assigné les grévistes au tribunal et envoyé la gendarmerie lever les piquets des écluses de Vaugris et de Bollène. Les préfets, toujours aux ordres des patrons, ont pris le relais en réquisitionnant certains travailleurs. Mais réprimer ne fermera pas les vannes de la colère ouvrière !

Macron en difficulté, Le Pen en embuscade

Muette sur le sujet depuis trois mois, Le Pen attend avec impatience que la lutte contre la réforme des retraites s'achève... par une défaite. Invisible dans les manifestations et les grèves, flou sur son programme et mal à l'aise sur ce terrain, le RN se tait quand les salariés entrent en lutte. L'extrême droite, qui cherche à nous diviser selon nos origines, n'a rien à dire quand on montre ensemble notre force collective. Et elle redoute une défaite de Macron face à la rue. Car le RN est un ennemi du monde du travail, qui défend l'ordre social, les injustices et la répression policière de ceux qui contestent la réforme des retraites. L'objectif de Le Pen n'est pas de défendre les intérêts des travailleurs, mais seulement de capter leur vote et de capitaliser sur le rejet de Macron aux prochaines élections pour le remplacer.

Faire reculer Macron sur sa réforme, c'est faire reculer Le Pen dans les urnes. Alors on continue le combat !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle@gmail.com